

UNE VRAIE GAUCHE POUR COLOMBES

Liste soutenue par
Les Alternatifs,
Gauche Unitaire,
Les Motivé-e-s,
Le Parti Ouvrier
Indépendant
et des militant-e-s et
sympathisant-e-s
du Front de Gauche.

Pour la justice sociale Pour la défense des communes Contre l'austérité

Les élections municipales de mars 2014 seront marquées par la poursuite de la crise économique. Obéissant à la Troïka (Commission européenne, Banque centrale européenne et Fonds monétaire international), le gouvernement Hollande-Ayrault continue les contre-réformes sociales de Sarkozy-Fillon et aggrave la politique d'austérité.

La soumission aux traités européens s'accompagne de cadeaux au patronat, 20 milliards d'euros de crédit

**20 milliards
d'euros de
crédit d'impôt
accordés aux
employeurs !**

d'impôt accordés aux entreprises, et d'une pression fiscale qui s'exerce en priorité sur les salarié-e-s et les retraité-e-s. Les services publics (l'hôpital, l'école, les équipements publics, les administrations...) sont démantelés. Les entreprises continuent à se restructurer, se délocaliser, fermer, licencier.

Les chômeurs, les pauvres, les habitant-e-s des quartiers populaires, notamment les jeunes, les immigré-e-s subissent toujours la politique répressive mise sur pied par Sarkozy et poursuivie par Valls. Pire encore, alors que ces populations sont ouvertement stigmatisées par un discours politique nauséabond, le gouvernement aggrave leur situation avec sa politique d'austérité.

Au moment même où les collectivités territoriales se voient imposer des charges accrues, les politiques néolibérales accentuent l'exclusion et la précarité dans nos villes : plus de 4 millions de sans emploi, 150 000 de sans-abris, 2 millions de personnes qui survivent avec moins de 800 euros par mois...

La réforme des collectivités territoriales annoncée, qui n'a de décentralisation que le nom, avec la création de la Métropole du Grand Paris, privera les communes de prérogatives essentielles. Si on ajoute à cela les 3 milliards de baisse des aides financières de l'Etat pour les années 2014 et 2015, l'impact sera désastreux sur les plus fragiles et sur les politiques publiques locales de solidarité. La

démocratie locale est remise en cause.

L'enjeu des élections municipales est de construire une majorité au service des Colombien-ne-s, notamment les plus modestes et stigmatisé-e-s, une majorité qui refuse l'austérité et la logique capitaliste et dont l'action sera fondée sur l'égalité des droits, la solidarité, la justice sociale, la fraternité et la citoyenneté. Pour cela, nous voulons défendre à Colombes une alternative à la politique d'austérité du gouvernement. Nous voulons porter des propositions sociales, écologiques, démocratiques au service de la population.

Nous voulons rassembler les forces de gauche, de démocratie et de progrès social de notre ville qui sont opposées à la politique gouvernementale, que la majorité municipale actuelle ne remet pas en cause. Ainsi

Au second tour, nous nous maintiendrons et ne procéderons à aucune fusion, ni désistement, ni appel à voter pour une autre liste.

nous pourrons faire barrage à la droite et à l'extrême-droite, en offrant une alternative réellement à gauche à tous ceux et celles qui voient dans l'abstention la seule façon d'exprimer leur rejet des politiques suivies.

Cohérent-e-s dans ce que nous défendons, au second tour, nous nous maintiendrons et nous ne procéderons à aucune fusion, ni désistement, ni appel à voter pour une autre liste.

Dans une situation où l'exaspération et la colère ne cessent de croître, nous proposons une perspective d'espoir avec une autre politique au service des Colombien-ne-s.

Sur les politiques publiques locales, le budget 2014 prévoit d'amputer les collectivités territoriales de 1,5 milliard d'euros !

Notre liste est ouverte aux militant-e-s des syndicats et associations, aux démocrates et à tous les citoyen-ne-s qui se reconnaissent dans ces valeurs et cette démarche, rejoignez-nous !

**MOTIVÉ-E-S
POUR COLOMBES**

POI

**PRIORITÉS
les alternatifs
FEMINISME
ÉCOLOGIE
AUTOCGESTION**

gauche

**membres du
FRONT
DE GAUCHE**

**Des militant-e-s et
sympathisant-e-s du
Front de Gauche**

CONTACT :
Adda BEKKOUCHE
vraiegauchecolombes@gmail.com
07 52 55 06 84

L'essentiel de notre projet municipal

Pour que Colombes devienne une ville où il fait bon vivre, nous proposons :

Démocratie. La construction d'une démocratie communale, en nous engageant pour le renouvellement des élus. Nous nous opposons au cumul des mandats et à leur succession dans le temps. Nous développerons des assemblées de quartier avec de larges informations et consultations des habitant-e-s. Nous nous opposerons à toute mise en intercommunalité forcée et contre la Métropole du Grand Paris, privant la commune de prérogatives essentielles. Comme pour les citoyen-ne-s des pays de l'Union européenne, nous voulons que tous les étranger-ère-s votent aux élections locales.

Ecole. L'accès de tous aux droits et biens fondamentaux, en favorisant l'instruction publique par le renforcement des moyens humains et matériels pour toutes les écoles. Les réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté (RASED) doivent être rétablis. Nous nous opposons à la réforme des rythmes scolaires, car elle accentue le désengagement de l'Etat, seul garant de l'égalité et de la cohésion en matière d'instruction publique. Nous ne mettrons pas en place le projet éducatif territorial prévu par le décret et la loi Peillon dont nous demandons l'abrogation.

Logement. Nous favoriserons le logement social. Face aux 3000 demandes en attente, un véritable plan de construction de logements et de réhabilitation sera mis en œuvre. Nous agissons pour le retour à la gestion publique du parc social de logements. La mixité sociale et des loyers abordables pour tous seront appliqués. Nous limiterons les programmes immobiliers d'accession à la propriété ouverts uniquement aux revenus élevés.



Santé. La santé pour tous nécessite le maintien de l'hôpital Louis Mourier avec tous ses services. Nous mettrons fin à la « déshérence médicale » dans la ville, en aidant des médecins à s'installer et en construisant de nouveaux centres municipaux de santé.

Biens publics. Nous sommes pour la gestion publique de l'eau et contre la poursuite de sa gestion privée. Nous nous opposerons à toute privatisation des services publics.

Solidarité. Nous lutterons contre l'exclusion, les discriminations et la précarité. Nous développerons des actions de soutien à la jeunesse pour l'emploi, la formation et les loisirs. Nous apporterons des moyens à la lutte contre les violences faites aux femmes, notamment en instituant un poste de maire-adjoint-e aux droits des femmes. Toutes les commissions, ouvrant des droits ou offrant des prestations (commission d'attribution de logements, centre communal d'action sociale, programme de réussite éducative, etc.), examineront de manière anonyme les dossiers qui leur sont soumis. Ces commissions seront ouvertes au public.

Vivre ensemble. Nous nous engageons pour une politique de tranquillité, en réduisant la délinquance par des actions de prévention. Nous privilégierons l'action éducative à l'action répressive, en assurant la présence humaine. Un débat sur la

consommation de stupéfiants sera organisé en coopération avec les services de l'Etat et des associations. Nous sommes contre la vidéosurveillance qui n'empêche nullement les infractions. Nous sommes contre la police municipale, solution, elle aussi, inefficace et coûteuse. Nous sommes pour le rétablissement des moyens de la police nationale.

Famille. Nous nous engageons à soutenir les parents en développant et en diversifiant les modes de garde. Pour les familles en difficulté, nous mènerons des actions coordonnées avec la CAF, l'Etat, le conseil général et les centres sociaux, autour de la parentalité. Comme dans de nombreuses villes, une maison des parents, lieu d'aide et d'écoute, sera créée. Nous supprimerons le Conseil des droits et devoirs des familles, sorte de tribunal des familles. Nous mettrons fin à la dégradation des centres de vacances et de loisirs, patrimoine des Colombien-ne-s, et nous les réhabiliterons.

Culture. Nous ferons de Colombes, une ville de culture, ouverte sur le monde. Nous favoriserons la culture dans les quartiers. Nous soutiendrons les centres sociaux et culturels, en sauvegardant leur autonomie et en programmant des spectacles et expositions en dehors du centre-ville. Les fêtes de quartier, comprenant cultures populaires et savantes, pratiques de professionnels et d'amateurs, seront rétablies. Dans tous les lieux culturels, le quotient familial sera appliqué.

Avec les structures culturelles de la ville, leurs adhérent-e-s, les habitant-e-s et les associations, une politique d'accueil des cultures du monde sera mise en place. A cet effet, en concertation avec la MJC, le Centre international de séjour sera réhabilité.

Coupon de participation et de soutien à UNE VRAIE GAUCHE POUR COLOMBES

Je souhaite apporter mon soutien à la campagne électorale
d'**Une vraie gauche pour Colombes** pour les élections municipales de mars 2014 à Colombes :

Nom / prénom

Adresse Code postal Ville

Tél. (fixe ou portable) Mail

Je fais un don* par chèque à l'ordre de **Danièle VANNONI, mandataire financier d'Adda BEKKOUCHE** de euros

Fait à le Signature

Merci de renvoyer ce formulaire accompagné de votre chèque libellé à l'ordre de : « **Danièle Vannoni, mandataire financier d'Adda Bekkouche** », seul habilité à recueillir les dons et déclaré le 23 décembre 2013 à la préfecture des Hauts de Seine, à l'adresse suivante : « **Une vraie gauche pour Colombes, 100, rue Saint-Denis, 92700 Colombes** »

* Les soutiens financiers aux campagnes électorales sont déductibles des impôts à hauteur de 66 % du montant versé, dans la limite de 20 % du revenu imposable. Un reçu fiscal vous sera adressé et sera à joindre à votre déclaration fiscale.

Article L52-9 modifié par la loi n°2011-412 du 14 avril 2011 - art. 8 - : Les dons consentis par une personne physique ou morale en faveur des candidats ou des listes de candidats pour les élections municipales ne peuvent excéder 4 600 euros. Les personnes morales à l'exclusion des partis ou groupements politiques, ne peuvent participer au financement de la campagne électorale d'un candidat, ni en lui consentant des dons sous quelque forme que ce soit, ni en lui fournissant des biens, services ou autres avantages directs ou indirects à des prix inférieurs à ceux qui sont habituellement pratiqués. Tout don de plus de 150 euros consenti à un candidat en vue de sa campagne doit être versé par chèque, viement, prélevement automatique ou carte bancaire. Le montant global des dons en espèces faits au candidat ne peut excéder 20 % du montant des dépenses autorisées lorsque ce montant est égal ou supérieur à 15 000 euros en application de l'article L. 52-11. Aucun candidat ne peut recevoir, directement ou indirectement, pour quelque dépense que ce soit, des contributions ou aides matérielles d'un Etat étranger ou d'une personne morale de droit étranger. Par dérogation au premier alinéa de l'article L. 52-1, les candidats ou les listes de candidats peuvent recourir à la publication d'avis de presse pour solliciter les dons autorisés par le présent article. La publicité ne peut contenir d'autres mentions que celles propres à permettre le recensement des fonds et le montant des dons au profit de son candidat, sous les arts par décret. Ils évoluent comme l'indice des prix à la consommation des ménages. Note Adac.